

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**RECRUTEMENT D'UN COORDONNATEUR / D'UNE COORDINATRICE
POUR LE PROJET D'INVESTISSEMENT, DE COMPETITIVITE DES ENTREPRISES ET
POUR L'EMPLOI**

TERMES DE REFERENCE

1. Introduction

Le gouvernement de la République Centrafricaine a sollicité et obtenu auprès de la Banque Mondiale un financement d'un montant de 30 millions de USD pour appuyer le développement du secteur privé. Les objectifs définis dans ce projet sont de mettre en œuvre des réformes pour faciliter les investissements, améliorer l'accès au crédit et enfin, soutenir les PME et les jeunes travailleurs. Le projet financera des réformes, mais également la mise en place d'un fonds de garantie de crédit partiel et la formation des jeunes apprentis.

Les objectifs fixés dans ce projet sont entièrement conformes à ceux du gouvernement dans la phase de la crise post-électorale de 2020 ; et en particulier l'appui stratégique du pilier 3 du plan national de développement Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) (Promouvoir le relèvement et la relance du secteur productif).

Cet engagement s'aligne également sur la stratégie de la Banque Mondiale qui s'engage à promouvoir le secteur privé véritable vecteur de création de richesse et de réduction de la pauvreté.

A un niveau supérieur, les objectifs de ce projet appuient les deux objectifs de la Banque Mondiale en matière de réduction de pauvreté et de promotion de la prospérité partagée en ciblant les réformes qui visent à favoriser l'investissement, améliorer l'accès des PME au crédit et soutenir les PME et les jeunes travailleurs à travers la formation des apprentis. Permettre l'investissement, l'amélioration de l'accès au crédit et l'appui au PME et la formation visent à accroître les ressources publiques et absorber une partie de la main d'œuvre non qualifiée.

Toutes les informations sur le programme peuvent être obtenues à partir du lien suivant : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/920341648600654045/pdf/Central-African-Republic-Investment-and-Business-Competitiveness-for-Employment-Project.pdf>.

Ainsi, les composantes du projet se résument comme suivent :

Résumé des composantes	Sous Composantes
Composante 1 : Réformes et facilitation de l'investissement	Conception et la mise en œuvre de réformes par le Dialogue Public-Privé
	Renforcement des capacités des organisations publiques participant au développement du secteur privé.
	Facilitation de l'investissement privé.
Composante 2 : Accès au crédit	Mise en place du mécanisme de garantie partielle du crédit
	Support à la mise en œuvre
	Capitalisation
Composante 3 : Soutien aux entreprises et aux travailleurs	Plateforme d'information de sous-traitance des contrats
	Assistance technique aux PME
	Soutien aux intrants des PME
	Formation pro + Apprentissage + soutien aux PME accueillantes des apprentis
	Formation Entreprenariat + soutien aux nouvelles AGR
Composante 4 : Soutien à la mise en œuvre	Management du projet, coordination et soutien à la mise en œuvre
	Management financier du projet
	Passation de marchés
	Suivi et évaluation
	Engagement des citoyens, communication

2. Contexte du pays

Depuis son indépendance en 1960, la République Centrafricaine (RCA) a été soumise à des cycles de conflit prolongés. La crise de 2013 a été particulièrement violente et a provoqué un grave ralentissement économique avec une contraction estimée à 36 % du Produit Intérieur Brut (PIB). Même avant la crise de 2013, le revenu par habitant était en baisse. Le PIB par habitant a presque diminué de moitié depuis l'indépendance, passant de 599 \$ US en 1960 à 566 \$ US en 2012 et à 385 \$ US en 2017.

L'économie centrafricaine se remet de la crise de 2013. Le portefeuille pays de la Banque Mondiale s'élève à environ 780 millions de dollars US, soit l'équivalent de 35 % du PIB du pays. L'investissement privé augmente, principalement autour de la grande région de Bangui où la situation sécuritaire est plus stable, s'appuyant sur la demande accrue de services tels que l'accueil, la restauration/le commerce de détail, le transport et la construction. L'espace budgétaire de la RCA reste extrêmement limité et la mobilisation des recettes intérieures est très faible, en partie en raison de la petite taille du secteur privé.

Le ralentissement économique comme dans d'autres parties de la région, a provoqué un chômage généralisé, une contraction des marchés intérieurs et une diminution des liquidités.

L'État est de plus en plus conscient de la nécessité pour le secteur privé de créer des emplois, d'investir et de se développer, mais fait face à de nombreux défis pour le réaliser. Compte tenu de ses graves contraintes de capacités institutionnelles et financières, l'État s'appuie fortement sur la Banque Mondiale et d'autres bailleurs internationaux pour fournir des appuis nécessaires pour appuyer les décisions politiques, aider le gouvernement à améliorer l'environnement des affaires et renforcer les institutions publiques dont les entreprises ont besoin pour fonctionner.

Le Projet a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des réformes pour permettre l'investissement, améliorer l'accès au crédit, et soutenir les PME ciblées et renforcer les capacités des jeunes travailleurs.

A ce titre, l'Unité d'Exécution du projet AGIR chargée d'exécuter le fonds de préparation du projet d'Investissement et de Compétitivité des entreprises pour l'Emploi (PICEE) envisage de recruter **un/une Coordonnateur/Coordinatrice national(e) du Projet.**

3. Missions et taches du coordonnateur

Le Coordonnateur / La Coordinatrice du projet est chargé des tâches et missions décrites ci-après.

Responsabilités :

Placé sous l'autorité directe du ministre des Finances et du Budget, il/est est chargé(e) de :

- Représenter le projet dans tous les actes de la vie civile, y compris au niveau des cadres de concertation ;
- Coordonner et animer les activités du PICEE ;
- Superviser et suivre toutes les études et travaux préparatoires pour le démarrage du projet ;
- Réaliser toute autre mission pertinente à lui confier par le Ministre des Finances et du Budget pour le démarrage dans les bonnes conditions du projet et dans les délais requis ;
- Assurer la gestion et la coordination du projet ;
- Assurer la mobilisation des ressources matérielles et financières nécessaires à la réalisation des activités du projet ;
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA) ;
- Organiser et coordonner à bonnes dates l'organisation des missions de supervision et de revue conjointe avec les partenaires techniques et financiers ;
- Ordonner les dépenses du projet ;
- Assurer le contrôle de l'exécution des programmes techniques et des budgets annuels pour une utilisation efficiente des ressources, en conformité avec les procédures définies dans les manuels des opérations du projet (MOP) ;
- Veiller à la fourniture à bonne date du rapport du suivi financier des activités du projet ;
- Veiller à la fourniture à bonnes dates des rapports d'audit ;
- Veiller au strict respect des dispositions de l'Accord de financement ;
- Entretenir des relations régulières avec la tutelle, les partenaires techniques et financiers intéressés par le projet.
- Responsabilité dans le transfert de compétence et le renforcement de capacité : Il ou elle définira et mettra en application un programme de renforcement de capacité comprenant la formation des principaux acteurs publics et privés impliqués dans l'exécution des activités du Projet dans le secteur concerné par sa mission.

4. Description des tâches

- Manager l'Unité de Gestion du Projet.
- Être responsable du personnel, des actions et des résultats de l'UGP et du Projet.
- Signer tous les documents émis sous timbre PICEE ;
- Noter le personnel de l'Unité de Coordination du Projet ;

- Signer les décisions individuelles du personnel (contrat de travail, prise de service, congés, reprise de service, absence, présence effective, permission, etc.)
- Gérer les risques institutionnels ;
- Signer les engagements financiers ;
- Arrêter les états financiers ;
- Veiller à l'inscription dans le Budget d'Investissement Public (BIP) des fonds annuels de contrepartie ;
- Suivre la mobilisation desdits fonds et des ressources allouées au titre de crédit ;
- Faciliter la préparation des rapports d'audit.

5. Profil requis

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +5) en Economie, doublé d'une spécialisation en Finances ou Gestion de projets/Programmes ou tout autre diplôme équivalent et en rapport avec le projet ;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de mise en œuvre des projets de la Banque mondiale;
- Avoir une expérience dans la préparation et supervision des Notes Conceptuelles et de demandes de Fonds pour préparer et mettre en œuvre les projets ;
- Le titulaire du poste devra manier parfaitement le Français, associé à une bonne connaissance de l'Anglais ;
- Avoir une excellente capacité de leadership et de gestion des équipes pluridisciplinaires et multiculturelles, avec des connaissances en management et ressources humaines, de gestion de projet, de gestion financière, en passation de marchés, et en sauvegardes environnementales et sociales ;
- Avoir une bonne capacité d'interagir entre le gouvernement et les partenaires techniques et financiers ;
- Avoir une bonne capacité d'interagir entre le gouvernement, les partenaires du secteur privé, des organisations non gouvernementales
- Être capable de travailler efficacement sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance des logiciels standards (Word, Excel, PowerPoint).

6. Aptitudes

- Sens de l'initiative et de l'anticipation ;
- Utilisation des nouvelles technologies de l'information ;
- Capacité à travailler en équipe et à diriger le personnel sous supervision;
- Aptitude à travailler sous pression ;
- Capacité à produire des résultats de qualité dans les délais impartis ;
- Enthousiasme et niveau d'engagement élevé ;
- Volonté de participer activement et de manière constructive à la vie du Projet ;
- Curiosité intellectuelle ;
- Aptitude à résoudre des problèmes complexes ;
- Volonté de contribuer au renforcement des capacités du personnel sous supervision en passation des marchés et dans la gestion administrative et financière des projets de développement.
- Bonne capacité à collaborer avec l'ensemble du personnel et des partenaires au développement.
- Solides capacités d'analyse et de synthèse ;
- Rigueur et fermeté en situation d'urgence ;
- Force de proposition et créativité ;
- Meilleure qualité de suivi ;

- Sens de l'organisation et de la pédagogie ;
- Avoir le sens de la communication ;
- Avoir le sens de la critique objective ;
- La capacité de mise en œuvre du cadre de remontée de l'information sur tous les aspects du projet et de la rapidité de détection des points de blocage ;
- La qualité du suivi et de la mise en œuvre du système de gestion sociale ;
- La qualité du suivi de la mise en œuvre du plan de travail annuel ;
- La qualité de l'archivage électronique des documents ;
- Être apte aux multiples déplacements sur le terrain.

7. Durée du mandat :

La durée du contrat est d'un (1) an, renouvelable sous réserve d'une évaluation satisfaisante par le ministre de Finances et du Budget avec avis de la Banque mondiale. La première année aura une période d'essai de six (06) mois.

Le recrutement se fera par un appel à manifestation d'intérêt.

8. Conditions de travail

A Bangui, le/la candidat(e) choisi(e) travaillera au sein de la Coordination du Projet, sous la tutelle du ministère des Finance et du Budget, et travaillera aussi en étroite liaison et coordination avec l'équipe technique de la Banque mondiale.

Le Projet mettra à la disposition du/de la candidat(e) sélectionné(e) les matériels et moyens nécessaires à l'exercice de sa mission. Aucun jeton de présence aux différentes commissions ou sous-commissions auxquelles il ou elle sera appelé(e) à participer ne pourra être perçu.

Contact :

ABAKAR MAHAMAT
Coordonnateur Adjoint de l'UGP AGIR
cooordjoint.projetagir@gmail.com